



Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie

53 | 2018
Varia

Gérard Klotz, Philippe Minard et Arnaud Orain (dir.), *Les voies de la richesse ? La physiocratie en question (1760-1850)*

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017. ISBN 978-2-7535-5538-9

Thérance Carvalho



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rde/6042>

ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 345-348

ISBN : 978-2-9543871-3-0

ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Thérance Carvalho, « Gérard Klotz, Philippe Minard et Arnaud Orain (dir.), *Les voies de la richesse ? La physiocratie en question (1760-1850)* », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 53 | 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rde/6042>

Propriété intellectuelle

la philosophe Francine Markovits en 2001. Ce rassemblement des apports éditoriaux successifs dans une publication unique présente un indéniable intérêt pour le chercheur. Nul doute par conséquent que cette réédition de *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* permettra d'éclairer à nouveau une œuvre singulièrement riche et marquante dans l'histoire intellectuelle du siècle des Lumières.

Thérance CARVALHO

Gérard Klotz, Philippe Minard et Arnaud Orain (dir.), *Les voies de la richesse ? La physiocratie en question (1760-1850)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017. ISBN 978-2-7535-5538-9.

La crise économique mondiale des années 2008 et suivantes, également qualifiée de « grande récession », a provoqué une profonde remise en cause du caractère scientifique de l'économie. C'est dans ce contexte que de nombreux historiens européens et américains se sont interrogés sur les critiques formulées à l'encontre de la physiocratie, cette « science nouvelle » de l'économie politique élaborée par François Quesnay et ses disciples dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ces études ont pour le moment pris la forme d'un ouvrage collectif publié en 2011 sous la direction de Jürgen Backhaus (*Physiocracy, Antiphiocracy and Pfeiffer*, New York, Springer Verlag), d'un numéro spécial en 2015 de la revue *The European Journal of the History of Economic Thought* (vol. 22, n° 3) et du présent volume, fruit d'un colloque international qui s'est tenu à l'Université Lyon 2 en 2013.

La première partie de l'ouvrage débute par un article d'Arnaud Orain sur Béardé de l'Abbaye (1735-1771), un juriste méconnu qui remporta en 1768 le fameux concours lancé par la Société libre d'économie de Saint-Petersbourg sur la propriété paysanne et la réforme du servage. Son attachement aux réalités économiques et sa méfiance envers le libre marché apparaissent pour le moins très actuels. Bernard Delmas s'intéresse ensuite à Charles-Étienne Pesselier (1712-1763), membre de la Ferme générale qui dénonce les propositions éducatives et fiscales de ceux qu'on appelait alors les « économistes ». Celui qui composa sept entrées pour l'*Encyclopédie* incarne paradoxalement l'opposition cupide et conservatrice des financiers à la physiocratie.

La deuxième partie passe en revue la situation de quatre auteurs majeurs qui ont développé une « critique analytique » de la physiocratie. Il s'agit tout d'abord de Ferdinando Galiani (1728-1787), ami de Diderot et auteur du *Dialogue sur le commerce des blés* en 1770. Riccardo Soliani examine précisément les origines de son scepticisme qu'il décèle, entre autres, dans la philosophie de l'histoire de Giambattista Vico (1668-1744). Dans une étude minutieuse, Gabriel Sabbagh retrace l'itinéraire intellec-

tuel du juriste Simon-Nicolas-Henri Linguet (1736-1794) à l'égard de la physiocratie et décrit ses positions qui oscillent entre la simple répulsion et la « guerre ouverte » (p. 153). Jean-Daniel Boyer s'intéresse ensuite à la critique exprimée par François Véron de Forbonnais (1722-1800), à l'encontre du *Tableau économique* de Quesnay. Au-delà de la démystification des préceptes des physiocrates, l'ancien membre du cercle de Gournay propose un modèle alternatif prétendument plus réaliste. Cette situation n'est pas très éloignée de celle d'Anne-Robert-Jacques Turgot (1727-1781), traitée par Joël Thomas Ravix qui explique les raisons théoriques de son « divorce » avec le mouvement physiocratique (p. 193).

La troisième partie, consacrée aux oppositions sous la Révolution et l'Empire, s'ouvre par un article de Marc Lahmer examinant le cas de l'abbé Sieyès (1748-1836). S'il rejette les conceptions économiques de la physiocratie, l'auteur du célèbre *Qu'est ce que le Tiers État ?* semble toutefois s'être inspiré de leurs théories politiques et juridiques dans son œuvre de constitutionnaliste. Son combat contre la balance des pouvoirs établie par la Constitution de l'an III ainsi que sa proposition d'instituer un « jury constitutionnaire » présentent en effet de sérieuses similitudes avec les recommandations des disciples de Quesnay. C'est aux critiques adressées à la physiocratie par Jean-Baptiste Say (1767-1832) que s'intéresse ensuite Gilles Jacoud. L'article s'appuie sur les grands ouvrages de Say et sur sa correspondance avec Pierre-Samuel Du Pont de Nemours (1739-1817) pour montrer la complexité d'une relation qui mêle un net rejet des thèses physiocratiques, propre à la volonté de rupture d'une nouvelle génération, à un respect sincère pour les pères fondateurs de l'économie politique.

Enfin, la quatrième partie poursuit l'analyse jusqu'au milieu du XIX^e siècle, attestant par là même de la longue réception des idées physiocratiques. Michel Bellet examine l'attitude ambivalente des saint-simoniens à l'égard des physiocrates. Lorsqu'ils affirment que c'est le travail et non la terre qui est productif de richesses et refusent à ce titre tout rôle politique aux propriétaires, ils peuvent être qualifiés de « néo-smithiens » et d'antiphiocrates (p. 267). En revanche, lorsqu'ils insistent sur l'importance de former une école, recherchent un ordre – non pas naturel mais historique – ou soutiennent une vision organique et classiste du corps social, les épigones de Saint-Simon se révèlent de façon surprenante comme des « néo-physiocrates » (p. 278). C'est à la lecture de la physiocratie par Alexis de Tocqueville (1805-1859) qu'est dédiée l'ultime contribution de cet ouvrage. En se fondant essentiellement sur *L'Ancien Régime et la Révolution* et *De la démocratie en Amérique*, Jean-Daniel Boyer et Ragip Ege montrent comment Tocqueville reproche aux physiocrates d'avoir sacrifié les libertés politiques sur l'autel du centralisme administratif et du despotisme démocratique. Le penseur libéral les accuse plus généralement d'avoir objectivé les rapports politiques en abandonnant la chose publique à l'application prétendument évidente

d'une science incontestable. La conclusion, singulièrement stimulante, dresse de nombreux parallèles entre les critiques émises au XVIII^e siècle à l'encontre de la physiocratie et les contestations contemporaines du modèle économique libéral, de la technocratie et même plus largement de la scientificité de l'économie que d'aucuns regardent comme une « imposture intellectuelle » (p. 317).

De manière générale, l'ensemble du volume offre un très bel apport à l'étude de l'antiphysiocratie et souligne la forte hétérogénéité des oppositions à la doctrine. Les causes de désaccord sont plurielles et il est impossible d'identifier un « mouvement » ou une « école » antiphysiocratique. Le livre a également le mérite de briser un certain nombre de préjugés. L'antiphysiocratie ne rime ainsi pas avec l'antilibéralisme. En effet, l'écrasante majorité des opposants à la physiocratie sont enclins à la libre circulation intérieure des céréales et n'excluent pas une liberté d'exportation soumise à conditions. Dès les origines, tous les créateurs de l'économie politique étaient donc plutôt favorables à une législation commerciale libérale, ce qui est riche de sens pour comprendre ce qu'est devenue la science économique jusqu'à nos jours. La différence résidait surtout à l'époque dans leur justification de cette liberté : loi naturelle et transcendante pour les physiocrates, pragmatisme et refus du caractère sacré et universel pour les opposants (p. 28-29).

On peut féliciter les auteurs de l'ouvrage, fins connaisseurs du sujet, d'avoir retenu une définition non exclusivement économique de la physiocratie, conformément au vœu de Du Pont de Nemours qui reprochait à Say d'avoir rétréci l'économie politique à la seule « science des richesses » alors qu'elle est « la science du droit naturel appliqué », « la *science des constitutions* » et « celle de la *justice éclairée* dans toutes les relations sociales intérieures et extérieures » (*Œuvres diverses de J.-B. Say*, Osna-brück, Otto Zeller, 1966, p. 369). Une place plus importante aurait néanmoins pu être accordée aux oppositions à la doctrine de Quesnay hors de France. Les idées des physiocrates, comme la productivité exclusive de l'agriculture, l'impôt unique sur le « produit net » des terres, la libéralisation totale du commerce, la suppression des corporations, le despotisme légal ou encore les projets de décentralisation administrative, sont combattues un peu partout en Europe, dans des contextes de réception très différents de leurs champs de production originels. Pour ne citer qu'un seul exemple, le poète et critique littéraire anglais Samuel Taylor Coleridge condamne, à la fin des années 1800, l'ensemble du programme physiocratique dont l'application conduirait à un véritable désastre tant sur le plan économique que politique et juridique. D'une manière singulièrement originale et dans un contexte de forte animosité à l'égard des conceptions venues de France, il énonce que la théorie du despotisme légal a certainement permis de réconcilier un grand nombre d'hommes politiques français avec l'autorité illimitée d'un seul, prédisposant en quelque sorte les esprits à l'absolutisme du pouvoir napoléonien.

En s'interrogeant sur la diversité des *voies de la richesse*, cet ouvrage de qualité offre de nouvelles perspectives de recherche et prouve remarquablement que l'économie n'est pas une « entreprise métaphysique » mais bien une « science expérimentale » (p. 27). Les débats enfiévrés du XVIII^e siècle et les appels des antiphysocrates à tenir compte des craintes et des aspirations du corps social dans la conduite des réformes résonneront avec force dans l'esprit du lecteur du XXI^e siècle.

Thérance CARVALHO